

FLAMBÉE DES PRIX DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Les dessous d'une crise

La flambée des prix des matériaux de construction, qui paralyse un bon nombre de chantiers, fera l'objet d'une rencontre internationale qui se tiendra à l'hôtel Royal Méridien à Dubaï du 20 au 22 du mois en cours, à l'occasion de la 4^e Conférence internationale autour du thème générique «acier, ciment et construction. Moyen-Orient et Afrique du Nord».

Une importante délégation d'entrepreneurs algériens participera à cet événement organisé par Rusmet Group sous l'égide du Dr H. H. Cheikh Sultan Ben Khalifa Ben Zayed Al Nahyan, membre du Conseil exécutif d'Abu Dhabi, a-t-on appris auprès de Mouloud Kheloufi, président de l'Agea (Association générale des entrepreneurs algériens).

Selon l'agence AlgeX, «cette conférence examinera dans les détails les

derniers développements régionaux et les perspectives des marchés de l'acier, du ciment et de l'industrie de la construction.

Ainsi, l'objectif est d'aider les participants à la recherche de nouveaux partenaires pour la concrétisation de relations d'affaires et d'en apprendre davantage sur l'avenir de ce secteur».

En soulignant qu'il s'agit d'une occasion unique pour obtenir des contacts directs avec plus de 450 fournisseurs



De nombreux chantiers sont à l'arrêt.

Photo: DR

et clients potentiels, issus du Moyen-Orient, Afrique du Nord, de la Chine et de l'Inde».

La Chine est devenue, ces dernières années, un leader en matière de construction qui s'est taillé en Algérie la part du lion des projets de construction dans les secteurs de l'habitat et des travaux publics.

Quant à l'Inde, ce pays émergent connaît une percée considérable dans le secteur industriel, nucléaire et celui des services, se targuant de concurrencer les pays développés dans des créneaux qui leur étaient jusque-là réservés.

Il faut dire que ces derniers temps, la Bourse s'est carrément affolée avec les fluctuations des prix des matières premières qui ont atteint, spéculation oblige, des pics vertigineux.

La flambée des prix des matériaux de

construction en Algérie hypothèque l'achèvement dans les délais des grandes infrastructures et surtout des logements qui ont déjà accusé beaucoup de retard, à l'exemple des logements AADL dont le directeur, vient d'être limogé.

Le secteur du BTPH est en butte à d'innombrables problèmes. Beaucoup d'entreprises ont, faute de plans de charge, mis la clé sous le paillason sans oublier qu'elles tombent sous le couperet du code des marchés publics 02/250 lequel, selon ces entreprises, «favorise les sociétés étrangères». Reste que la pénurie des matières premières est d'abord une question de spéculation. A ce propos, un groupe de cadres de l'entreprise de ciment ERCE, qui ont requis l'anonymat, ont élaboré un document (une copie a été adressée au premier magistrat du pays)

dans lequel ils révèlent que «1 000 000 de tonnes de ciment sont stockés chez les spéculateurs». Cette situation, selon les rédacteurs du document est due à «la vente libre du ciment», arguant que «la pénurie survenue au cours de cette année est provoquée par les cimenteries elles-mêmes».

«En effet, enchaîne-t-on, c'est depuis que ces dernières ont décrété la vente libre de la totalité de la production et des stocks du dernier trimestre de l'année écoulée.» «Ce qui a fait, poursuit-on, le bonheur des trabandistes et de quelques personnes de l'entreprise et en vue d'atteindre les objectifs fixés, qui peinent à être concrétisés, par une mise en marche effrénée (non-respect de consignes de sécurité) des installations, ce qui conduit techniquement à des avaries plus ou

moins graves, nécessitant de longs arrêts de maintenance (cas de la cimenterie de Sour El Ghoulane où la virole four fut déformée sur une longueur de 49 m)».

Les rédacteurs du document révèlent que le tonnage journalier est déterminé par les besoins des grands chantiers. Ils affirment que les bons se vendant devant les portes des cimenteries sont ceux détenus par «les auto-construteurs qui les destinent plus à une activité lucrative qu'à la construction ou parfois par les entrepreneurs n'ayant plus de chantiers, soit abandonnés, soit achevés et qui continuent à être approvisionnés. Ceci grâce notamment à la complicité des agents, non-remise du certificat de fin de chantier, faux et usage de faux ou encore par le système de dérogation pratiqué par les cimenteries et leurs structures centrales qui consiste à accorder soit sur la base d'un dossier mais pour des quotas supplémentaires, soit sans dossiers à des proches, des relations et au personnel et cela se chiffre en milliers de tonnes par an.

«Ces cadres indiquent qu'«outre, l'approvisionnement des dépôts appartenant aux cimenteries et à l'entreprise de commercialisation du même groupe ERCE qui absorbe plus de 40 % de la production globale, la distribution dans beaucoup de cas reste obscure».

Fatma Houauri

TRAVAUX PUBLICS

Bientôt un centre national de contrôle qualité

Une convention de financement pour la réalisation d'un centre national de contrôle qualité et la formation de spécialistes algériens en travaux publics a été signée, hier, à Alger entre le consortium japonais Cojaal et l'Agence nationale des autoroutes (ANA).

Chargé de la réalisation du lot unique est de l'autoroute Est-Ouest depuis le 18 septembre 2006, le consortium japonais Cojaal s'implique également dans le domaine de la formation. L'enveloppe qu'a réservée Cojaal, pour la création d'un centre national de contrôle, s'élève à 10 millions de dollars.

Le financement de ce centre entre dans le cadre des mesures d'accompagnement prévues dans le contrat de 2006. Aussi, ce type de partenariat permettra d'asseoir les bases d'une coopération en matière d'assistance technique. A travers cette contribution, le Cojaal participera par la biais d'un programme à la formation et à la mise à niveau de cadres algériens dans ce secteur. Une centaine de spécialistes en travaux publics bénéficieront de formations au Japon.

La première promotion sera le 1^{er} mai prochain au Japon, a certifié le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul. Il est à noter que le ministère des Travaux publics, à travers ce centre, mise essentiellement sur la formation des formateurs et des ingénieurs. Cela permettra, selon le directeur de l'ANA, M. Khelladi, de participer à la création pérenne d'emploi. D'après le ministre, le centre sera réalisé «prochainement» et répondra aux normes internationales.

Il sera équipé de 14 laboratoires, indique-t-il. L'objectif fixé par son département est celui d'atteindre le chiffre de 4 000 cadres et experts spécialisés dans le secteur des travaux publics.

Ainsi, il assurera la formation de 2 000 experts et cadres dans le contrôle de qualité des projets, notamment sur le plan du suivi et de la gestion. Un «réservoir de compétences», comme le dira Ghoul, qui pourra consolider les compétences existantes, soit les 2 000 cadres déjà formés.

Pour sa part, l'ambassadeur du Japon en Algérie Sen Shimizu Kumio estime que «c'est un pas dans le domaine du transfert des technologies» et de la recherche également. Concernant l'assiette prévue pour ce projet, même si le ministre la fixe entre 10 et 12 ha, la localisation n'a pas été mentionnée ainsi que les délais de réalisation de ce projet.

Quant aux travaux de l'autoroute Est-Ouest, le ministre a rassuré que «le taux d'avancement est appréciable» et toutes les dispositions ont été prises pour le respect du délai de livraison du lot unique Est (399 km).

W. Z.

ELLE A SIGNÉ HIER DEUX CONTRATS DE COOPÉRATION

Sonatrach se lance dans la production de l'ammoniac

Deux contrats pour la réalisation de deux complexes de production d'ammoniac et d'urée au niveau de la zone industrielle d'Arzew à Oran ont été paraphés hier en présence du premier responsable du département de l'Energie et des Mines.

Le premier contrat concerne la réalisation d'un complexe d'ammoniac et d'urée à Mers El Hadjadj a été signé entre la société El Djazairia El Omania Lil Asmida (SPA), détenue à hauteur de 49% par Sonatrach et 51% par le groupe omanais Suhail Bahwan Group holding (SBGH) et le consortium Mitsubishi Heavy Industries Ltd.

Le complexe, qui s'étend sur une superficie de 90 ha, verra sa réalisation financée par un consortium de banques algériennes piloté par le Crédit populaire d'Algérie (CPA).

Sur un autre plan, la réalisation de ce complexe a fait également l'objet de la signature d'un contrat d'engineering et de procurement, d'un contrat pour la construction et d'un contrat relais.

Ainsi, le contrat d'engineering et procurement a été signé entre Sorfert Algérie Spa, détenue à hauteur de 49% par Sonatrach et à 51% par le groupe Orascom Construction industries OCI et la société UHDE.

Le délai de réalisation de ces deux unités est de 42 mois à compter de l'entrée en vigueur du contrat. Il

est à noter que les deux unités d'ammoniac produiront 2.200 tonnes/jour alors que celle d'urée sera de 3 450 tonnes/jour.

A signaler également que le coût total de l'investissement est de 20161 milliards de dollars, soit 146,974 milliards de dinars. A ce titre, l'apport d'actionnaire qui est de 30% sera de 650 millions de dollars, soit 43,974 milliards de dinars, alors que le financement qui est de 70% sera d'un milliard 511 millions de dollars.

En terme de taux de participation des banques, la BEA arrive en tête avec 28,35% suivie par la BNA et la Cnep Banque à hauteur respectivement de 24,27%.

A. B.